

GROUPES ARMES EN RD CONGO : MENACE OU OPPORTUNITÉ POUR LA POPULATION DU SUD-KIVU

^{1,*} LUTALA KATAMBWE Jacques and ²BULANGI KAGULUBE

¹Enseignant et Chercheur à l'Institut Supérieur de Commerce de Lubumbashi, RD Congo

²Chef de Travaux à l'Université de Likasi, RD Congo

Received 20th October 2024; Accepted 24th November 2024; Published online 16th December 2024

Abstract

Les groupes armés peuvent être perçus sous différents angles selon le contexte. D'une part, ils représentent souvent une menace pour la sécurité des populations, causant la peur, la violence et l'instabilité. Cela peut mener à la détérioration des conditions existentielles de la population sous l'entité où opèrent ces groupes. D'autre part, dans certaines situations, ces groupes peuvent être considérés comme des acteurs de changement, surtout s'ils s'opposent à des gouvernements oppressifs ou à des injustices. Dans ce cas-là, certains membres de la population peuvent les voir comme des protecteurs ou des défenseurs de leurs droits. Cette étude démontre que si les groupes armés peuvent être considérés comme une menace contre l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population du Sud – Kivu, ils sont également considérés aux yeux de certaines communautés, comme un facteur qui contribue à l'amélioration des conditions existentielles de la population, et cela dans divers domaines de la vie sociale, économique et politique, et donc une opportunité nécessaire pour la survie de ces communautés.

Keywords: Groupes armés, menace, opportunité, population.

INTRODUCTION

La province du Sud - Kivu est réputé potentiellement riche grâce à la fertilité de son sol et sous-sol au plan géologique. Par contre, les effets des actions des groupes armés ne permettent pas l'exploitation de ces divers atouts en vue de promouvoir le bien-être de la population ; bien au contraire, ils entraînent ce milieu dans l'enclavement moral et matériel qui conduit à une précarité de la vie sociale et économique de la population qui y vit. Le contexte de cette situation est rendu complexe par la multiplicité des enjeux politiques, économiques, géostratégiques ainsi que par la diversité des acteurs aussi bien nationaux qu'étrangers. L'absence de la volonté manifeste des belligérants de se détacher de leurs unités, armes et munitions constituerait une entrave majeure au processus de la pacification et de l'amélioration de conditions sociales et économiques des habitants de cette province. Les caractéristiques géologiques et géoéconomiques que présente cette province sont importantes et constitueraient des opportunités majeures pour l'amélioration de la situation socioéconomique de sa population alors que cette dernière demeure dans une situation de pauvreté occasionnant ainsi sa misère. Depuis le déclenchement de la guerre dite de « libération » en R.D Congo, l'on assiste à une partition de fait du territoire national. Une partie est contrôlée par le gouvernement central et une autre est partagée entre diverses factions rebelles et bandes armées. Cela démontre que la guerre de 1998 a entraîné la division du pays en zones gouvernementales et rebelles, division qui est loin aujourd'hui d'être réellement résorbée. Il s'observe un phénomène de développement d'espaces semi-autonomes, particulièrement dans les régions frontalières de l'Est du pays. Dans un contexte de crise sociale et économique aigue, le port d'une arme à feu reste dans bien des cas le seul moyen de pouvoir gagner sa vie, cette stratégie entrant souvent dans le cadre d'un mécanisme

de survie¹. Intégrer un groupe armé est également un moyen de pouvoir renverser une hiérarchie sociale favorable aux instruits et aux ressortissants de certains lignages² Cette étude cherche à comprendre l'implication des groupes armés sur les conditions socio-économiques et politiques de la population du Sud – Kivu. Les conséquences des ambitions des communautés qui chercheraient à imposer leur domination aux autres et s'emparer du contrôle des différentes entités ainsi que la pauvreté et les inégalités socioéconomiques et politiques constitueraient de motivations qui animent la communauté à adhérer dans les groupes armés. Comme le souligne Mehdi M,³ les contingences de la guerre en RDC, ainsi que les exigences économiques induisent la fluidité des statuts de « civil » et de « combattant » comme une nécessité afférant à la survie individuelle et collective.

Groupes armés comme menace sur la population au Sud – Kivu en République Démocratique du Congo

Bien que la présence des groupes armés puisse être considérée comme une opportunité dans certaines communautés, ces groupes sont également perçus comme une menace dans d'autres communautés et cela pour plusieurs raisons d'ordre politique, social, économique et sécuritaire. La question foncière constitue le fondement socioéconomique structurel des conflits du Kivu, lieu d'une véritable « conquête foncière » liée à une immigration mal contrôlée depuis les indépendances. Les vagues multiples de migration et la compétition autour de la terre, du pouvoir politique et économique, a fait émerger ce le professeur Roland Pourtier qualifie de *l'imbroglie identitaire*⁴. Ainsi, selon les enjeux et les circonstances, les

*Corresponding Author: LUTALA KATAMBWE Jacques, Enseignant et Chercheur à l'Institut Supérieur de Commerce de Lubumbashi, RD Congo.

¹ Mehdi BELAID, « Prendre les armes en République démocratique du Congo, de la réalité d'un engagement à sa légitimation », In *Irsem*, n°22, décembre 2012, p.3

² VAN ACKER, F., et VLASSENROOT, K., « Les "Mai-Mai" et les fonctions de la violence milicienne à l'Est du Congo », In *Politique africaine*, n°84, décembre 2001, p. 103 - 117

³ Medhi BELAID, *idem*, p.7

⁴ Roland Pourtier, cité par Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., «Les voies de construction de la paix à l'épreuve des déterminants des conflits de l'Est de la RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°566, Juin-Juillet-Août, 2022, p.745

conflits dans le Kivu et l'Ituri opposent ceux qui s'estiment « autochtones » contre les « allochtones », « nationaux » contre les « étrangers » et, selon les cas, devient entre Hutu et Tutsi. Ces conflits ont des variables multiples car ils mettent en mouvement, selon les intérêts du moment, des dynamiques complexes avec des alliances versatiles, opportunistes et éphémères⁵. C'est entre autres cette complexité qui rend des groupes armés, qui sont à l'origine à connotation identitaire, difficiles à suivre dans les alliances multiples et instables. Dans la province du Sud – Kivu en particulier et en RD Congo en général, les groupes armés sont souvent impliqués dans plusieurs actes de violence, de pillage et d'abus des droits humains, cela crée dans le chef de la population une crainte pour leur sécurité, car cette situation engendre généralement des violences intergroupes ou des représailles.

La présence des groupes armés dans cette partie de la RD Congo crée un environnement d'insécurité qui ne permet pas à la population de pouvoir vivre dans la stabilité. Cette instabilité impacte négativement sur l'accès à la population aux services sociaux de bases, notamment, la santé, l'éducation et d'autres services essentiels. Il s'observe que les groupes armés dans la province du Sud – Kivu, sont installés généralement dans les entités où ils peuvent exploiter les ressources minières sans être inquiétés. Bien que certains de ces groupes armés puissent offrir des opportunités économiques, mais beaucoup plus ils exploitent illégalement les ressources locales sans bénéfices pour la communauté. Les groupes armés s'enrichissent alors que la population vit dans une pauvreté qui ne dit pas son nom. Si pour certaines communautés sud-kivuciennes, les groupes armés sont vu comme une solution temporaire à leurs problèmes, pour d'autres, ils sont considérés comme une menace qui compromet leur sécurité, leurs droits et leur bien-être social. C'est à ce titre que l'Honorable Christophe MBOSO, alors Président de l'Assemblée Nationale de la RD Congo, qui a mis en garde quelques députés nationaux, qu'il accusait d'être des instigateurs des conflits dans leurs bases électorales, notamment à l'Est du pays⁶

Il ressort de ces analyses que les actions menées par les groupes armés pour leurs intérêts produisent des effets grandement néfastes sur tous les plans de la vie socioéconomique de la population civile dans la province du Sud-Kivu, notamment, l'insécurité généralisée dans plusieurs territoires de cette province, le pillage et la destruction des infrastructures sociales, le déplacement de la population, le viol, le recrutement des enfants dans les groupes armés, la destruction des infrastructures économiques de base, baisse de niveau de revenu de la population, l'exploitation et le commerce illicite des minerais.

Groupes armés comme opportunité pour la population au Sud – Kivu en République Démocratique du Congo

Si pour certaines communautés, les groupes armés sont considérés comme une menace sur la vie de la population, pour d'autres, ils représentent une opportunité qui contribue à l'amélioration socioéconomico-politique de la population du Sud – Kivu. Dans un environnement où l'économie formelle est absente, comme dans plusieurs territoires du Sud – Kivu, les groupes armés fournissent des emplois et contrôlent des

ressources naturelles, cela leur permet de générer des revenus pour la population qui travaille avec ces groupes. Dans certains territoires du Sud – Kivu s'observe une absence de l'Etat ou soit une incapacité de l'Etat à assurer la sécurité de personnes et de leurs biens, cette situation donne l'occasion aux groupes armés de se substituer à l'Etat en assurant la mission régaliennne de l'Etat, notamment celle liée à la protection de la population entraînant ainsi une confiance de la part de la population qui perçoit les groupes armés comme une forme de protection contre d'autres menaces, qu'elles soient d'autres groupes armés ou des abus de pouvoir. Au Sud – Kivu, presque chaque territoire dispose d'un ou plusieurs groupes armés qu'ils considèrent comme un moyen de revendication des droits ou de s'opposer à des injustices. Ces groupes agissent comme une plateforme pour exprimer des frustrations face à l'Etat congolais qui, de fois, est considéré comme défaillant dans l'exécution de ses missions. Au-delà de ces multiples conséquences négatives qu'ont présentées les groupes armés sur la population du Sud – Kivu, il y a lieu de signaler que la décennie de guerre et conflits violents qu'a connue la Province du Sud – Kivu n'a pas seulement engendré morts d'hommes, réfugiés et destructions, mais aussi d'importants changements sociaux et économiques. En effet, les groupes armés ont joué le rôle d'autodéfense de l'entité sous leurs contrôles, ils ont facilité, d'une manière ou d'une autre, la promotion des fils et filles du Sud - Kivu dans les hautes fonctions de l'Etat. A cause de la vulnérabilité de la population, les groupes armés au Sud - Kivu ont engendré la promotion des humanitaires et Organisations Non Gouvernementales de Développement qui sont venus œuvrer dans différents secteurs de la vie éducative, sanitaire et la formation professionnelle⁷.

Analyse des revendications des groupes armés au Sud – Kivu

Il faut noter que, depuis 1961, les Bafuliru et Barundi s'affrontent pour la domination de la plaine de la Ruzizi, chacun, ayant tour à tour fait partie des rébellions et des forces gouvernementales de Kinshasa, motivées par les exactions des troupes de l'Armée Nationale Congolaise (ANC) déployés contre les Mayi – Mayi Simba. Soubresaut historique en apparence insignifiant, cette première rébellion est sans doute une des causes profondes des animosités qui opposent les groupes ethniques dans la province du Sud – Kivu. Tandis que se rangeraient du côté des Mayi – Mayi Simba, Banyamulenge et Burundi prenaient le parti de Mobutu. Cette fracture est formulée en termes d'autochtonie et de nationalité, les deux garantissant un droit d'accès privilégié au pouvoir et ressources locales. En 1996, unis dans leur rejet de Kinshasa, l'ensemble des groupes ethniques de la province ont soutenu la rébellion de Laurent Désiré Kabila. Puis, en 1998 lorsqu'a éclaté la deuxième guerre du Congo, ils ont initialement rejoint la rébellion du RCD soutenue par le Rwanda, le Burundi et l'Ouganda. Toutefois, la politique du RCD de remplacement des chefs coutumiers, calquée sur celle mise en place au Rwanda et soutenue par les Banyamulenge et les Barundi, a fait basculer les notables Bafuliru, Bavira et Banyindu dans le camp de Kinshasa. Se sont formés alors de nombreux groupes Mayi – Mayi soutenus par Kinshasa pour résister contre le RCD-Goma et ses alliés. Cet épisode guerrier a accentué la

⁵ Rigobert MINANI BIHUZO, S.J., *idem*

⁶ Lors d'une séance plénière, le Président de l'Assemblée Nationale avait pris la parole pour demander aux tireurs des ficelles dans l'ombre d'arrêter d'entretenir certains conflits à l'Est.

⁷ LUTALA KATAMBWE, J., Groupes armés et conditions socioéconomiques de la population de Shabunda au Sud-Kivu, Mémoire de D.E.A en S.P.A, UNILU, 2019 – 2020, p.163

fracture entre « originaires » les Bafuliru, Bavira et Banyindu et les « non-originaires » les Banyamulenge et les Barundi. Lors de sa tournée électorale en 2011, Joseph Kabila a promis aux Burundis de les rétablir dans leurs droits coutumiers et de leur rendre la gouvernance de la chefferie de la plaine de la Ruzizi que les Bafuliru se sont arrogée depuis 2006 et la défaite électorale du RCD. En 2012, Floribert Ndagoye, le mwami Rundi de la plaine de la Ruzizi, retrouva le pouvoir. Son règne fut contesté par de nombreux Bafuliiru, faisant valoir leur droit à gouverner la chefferie, mais aussi mécontents de la manière dont Ndagoye avait exercé son pouvoir pendant la seconde guerre du Congo. Ndagoye fut suspendu en 2004, alors qu'il était membre du parlement national pour le RCD. Entre – temps, la plaine de la Ruzizi avait été dirigée par des administrateurs par intérim pour la plupart Fuliiru, qui avaient désigné de nouveaux chefs de groupements Fuliiru. Cela permit aux Bafuliiru de contrôler l'autorité politique locale et d'accéder à la terre. Profitant de l'ambiguïté du cadre juridique congolais relatif aux questions foncières, les administrateurs par intérim vendirent de vastes étendues de terre, provoquant des tensions considérables. De nombreux petits agriculteurs s'intensifièrent.

Modèles opératoires des groupes armés opérants dans le Sud – Kivu

Il est question d'examiner, dans ce point, les différents modes opératoires, enfin de nuancer et de confirmer nos hypothèses.

Tableau n°1 : Perceptions en rapport avec les modes opératoires des groupes armés opérants dans le Sud – Kivu

Modes	Autorités politico-administratives et militaires	%	Acteurs de la société civile	%	Population civile et membres issus des groupes armés	%	Total	Pourcentage
Infiltrations	3	6	4	12	8	10	15	9
Embuscades	4	7	4	12	9	11	17	10
Kidnapping	9	17	8	23	11	14	28	17
Enlèvement et vol des bétails	12	22	4	12	21	26	37	22
Assassinats ciblés et représailles	26	48	14	41	31	39	71	42
Total	54	100	34	100	80	100	168	100

Source : Notre enquête, Octobre 2022

Commentaire : Il ressort de ce tableau ci – dessus que, les modes opératoires les plus utilisés par les groupes armés œuvrant dans le Sud – Kivu sont les assassinats ciblés et le kidnapping, enlèvement et vol des bétails. Les faits décrits ci – dessus permettent de dégager plusieurs stratégies que les groupes armés étrangers, les milices et les autres acteurs utilisent pour semer le désordre social. Il s'agit entre autres des assassinats, des enlèvements, de vol de bétail, des infiltrations, de militarisation des communautés, de réification des conflits locaux et coutumiers, de polarisation des groupes ethniques, etc.

Les enjeux miniers et géopolitiques sont au centre des conflits intercommunautaires dans cette partie de la RD Congo et déterminent la logique des groupes armés. En 2018, l'organisation dénommée ADEPAE (novembre 2016) a rapporté que 20.593 personnes de Bijombo ont été déplacées. Les villages de Lemera et de Bijombo ont été incendiés par les groupes armés étrangers et les milices. Les marchés ont été abandonnés ou fermés. Plus de 1350 vaches et 2500 moutons ont été pillés à Bijombo. Le taux de kidnapping représentait 27% dans le territoire d'Uvira et 34% dans le territoire de Shabunda suite à l'insécurité croissante causée par la prolifération des armes légères, l'absence des services de protection civile et de justice. L'absence de l'Etat a donc

contribué à la dégradation prononcée du contexte socio-sécuritaire et humanitaire.

L'émergence et développement des groupes armés au Sud – Kivu

Au sujet de l'émergence des groupes armés en RDC, Fraternel Amuri Misako, cité par Alphonse Shukuru, B., (2016) réalise que la sociogène des groupes des groupes armés trouve son origine dans le contexte de la guerre poussant la population rurale à l'activisme militaire. Avec l'AFDL, affirme – t – il, à Uvira, par exemple en 1996, la population congolaise a mobilisé les jeunes gens pour barrer la route aux troupes rwandaises étant donné qu'il s'agissait bien de l'opération contre le retour des tutsi rwandais qui étaient partis en formation militaire auprès du FPR, et qui revenaient pour chasser principalement les Bembe, les Vira et les Fuliiru afin d'occuper les terres convoitées de Fizi et Uvira. Après la débâcle du maquis de Laurent-Désiré Kabila en 1986 suivi de la prise de pouvoir par l'AFDL, la fuite de tous les combattants reconvertis en paysans dans les villages, les populations guerrières de l'Est de la RD Congo et plus précisément de la région de Fizi, Kalemie et Uvira, vont observer une accalmie éphémère. Etant donné que les combattants avaient beaucoup de peine à réaliser que Kabila avait échoué, avec le RCD, la résistance sera bel et bien organisée par les Maï-Maï pour lutter contre l'agression.

Il sied à noter que, pour ce qui est de la Province du Sud-Kivu, un autre aspect important lié à la genèse des groupes armés dans cette partie du pays est consécutive à la propagation dans les Kivu des guerres civiles Burundaise et Rwandaise. C'est ainsi qu'en 1993, des dizaines de milliers de réfugiés burundais arrivèrent au Sud – Kivu, suite à la guerre civile déclenchée par l'assassinat de Melchior Ndadaye, le Président du pays élu démocratiquement issue de l'ethnie hutu⁸. Vient ensuite le génocide rwandais de 1994, qui poussa 30.000 à 40.000 miliciens hutu et soldats des forces armées rwandaises « FAR » dont la plupart avaient été impliqués dans le génocide à franchir la frontière, aux côtés d'un million de réfugiés civils. Ils apportaient des armés, un esprit de radicalisme et une mentalité axée sur la polarisation ethnique regroupés dans les camps de réfugiés, ces combattants commencèrent à lancer des attaques transfrontalières contre le Rwanda cette menace sécuritaire poussa le gouvernement nouvellement établi à Kigali en coordination avec l'Ouganda, l'Angola et d'autres pays de la région, à former une coalition régionale d'insurgés pour dissoudre les camps de réfugiés garnisons dans les Kivus et renverser le Président Mobutu.

⁸HERITIER DE LA JUSTICE, Rapport sur la situation des droits humains à Sange et ses environs, Bukavu, Août 2017

Existant déjà, certains groupes vont, en 1996-1997, vigoureusement s'opposer à la campagne militaire de Laurent Désiré Kabila ; ce dernier justifiant la présence de l'ex-armée patriotique rwandaise (APR) sur le sol congolais par le fait de l'existence des Maï-Maï, des miliciens interahamwe et des soldats anciennes forces armées rwandaises (Ex-FAR) qui seraient à l'origine de l'insécurité aux frontières entre la RD Congo et ses voisins de l'Est. Ainsi, selon Laurent Désiré Kabila, le gouvernement congolais et les pays voisins devaient composer pour détruire des foyers de tensions, car les Maï-Maï étaient considérés comme bouclier pour les miliciens interahamwe, les ex-militaires des forces armées rwandaises (FAR) et les rebelles burundais des FDD et FNL qui menaient des exactions en territoires rwandais et burundais. Pour cette raison, des contingents militaires étaient envoyés chaque fois dans les zones dites de tensions afin de mater les insurrections Maï-Maï, des militaires de l'AFDL, de l'APR, de l'UPDF et de l'armée burundaise en profitent pour s'adonner aux pillages, aux exactions et aux violations des libertés fondamentales de citoyens congolais ; ce qui était à l'encontre des groupes armés de l'autodéfense à l'époque dans les territoires congolais.

C'est ainsi qu'au Sud – Kivu, outre le problème présenté ci – haut, les raisons de l'autodéfense communautaire s'inscrivent littéralement dans un contexte historique qu'a connu ce milieu. En effet, sans toutefois prendre une explication très remontée dans le temps, cela fait suite à de nombreux défis qui accentuèrent la vulnérabilité au plan sécuritaire. Parmi ces problèmes, on peut citer : les tensions autour de la nationalité des banyamulenge qui remonte vers les années 1981, la porosité des frontières congolaises, de l'inorganisation et la corruption au sein de l'armée zaïroise et dans l'administration publique ainsi que la présence des milices hutues burundais et rwandais. Profitant de ces faiblesses et de l'instabilité politique du régime Mobutu, des éléments armés en provenance du Rwanda procédèrent à des infiltrations dans la province du Sud – Kivu, situation qui a accentuée par l'entrée de l'AFDL. Abandonnant le front militaire, armes et munitions, les forces armées Zaïroises (FAZ) armaient des civils rapidement intégrés dans les forces d'autodéfense locale comme « volontaires ». Au fur et à mesure que la guerre avançait, ces jeunes armés ne remirent pas les effets militaires reçus, constituants d'importants lots utilisés par les Maï-Maï. De ce qui précède, tout en ayant illustré les modes opérés par les groupes armés au Sud – Kivu, nous voulons examiner qu'est ce qui peut être à l'origine de la présence de ces groupes dans cette province. Pour répondre à cette préoccupation, il convient de reconnaître qu'il existe des facteurs justifiant la présence

des groupes armés dans cette partie de la RD Congo. Pour s'en rendre compte, illustrons cet argumentaire par les résultats de terrain dans le tableau ci – dessous.

Tableau N° 2 : Les facteurs à l'origine des groupes armés au Sud – Kivu

Facteurs/causes	Frequence	Pourcentage
Facteurs socioculturels: enjeux identitaires et héritage insurrectionnel	51	30
Aspects politico-militaire	34	20
Motivations économiques	53	32
autres	30	18
TOTAL	168	100

Source : Nos enquêtes, Octobre 2022

Commentaire : il ressort de ce tableau les facteurs explicatifs de la présence des groupes armés au Sud – Kivu seraient, les enjeux identitaires et héritage insurrectionnel, dont 51 personnes de nos enquêtés, soit 30% affirment l'idée selon laquelle la présence des groupes armés au Sud – Kivu serait la mobilisation sur l'identité et l'héritage insurrectionnel. Quant à la seconde hypothèse, les enquêtes ont révélées que les aspects politico-militaires seraient à la base de la prolifération des groupes armés, dont 34 personnes enquêtés soit 20%, en ce qui concerne les motivations économiques, 53 personnes soit 32% confirment que la présence des groupes armés au Sud – Kivu. S'agissant de la dernière hypothèse, 30 personnes de nos enquêtés, soit 18% confirment qu'il existe autres facteurs qui sont à la base de la persistance des groupes armés dans la province du Sud – Kivu. Cet argumentaire est soutenu parce qu'actuellement les modes opératoires des différents groupes armés comme des motivations économiques qui se présentent comme facteurs important de la persistance des groupes armés. En effet, de la RD Congo comme dans la province du Sud – Kivu, les groupes armés s'adonnent à des pillages, des braquages de véhicules, des enlèvements contre rançon ou encore à l'exploitation illégale des ressources. Les différents facteurs soulevés expliquent le conflit et l'émergence des groupes armés dans la province du Sud – Kivu. Comme on peut le constater en lisant bien le fonds de ces problèmes, toute porte à croire que les oppositions entre ces communautés sont ancrées dans l'univers mental. Elles traduisent la dimension territoriale de la conflictualité qui est évacuée de la plupart des stratégies de transformation des conflits. L'évacuer de toute action de changement social perpétue les conflits interethniques au Sud – Kivu et rend leur résolution difficile. Puisque ces groupes armés sont alimentés par ces oppositions communautaires.

Analyse sur les causes immédiates de la présence des groupes armés au Sud – Kivu

Tableau N° 3 : Perceptions en rapport avec le développement des groupes armés au Sud – Kivu

Facteurs	Autorités politico-administratives et militaires	%	Acteurs de la société civile	%	Population civile et membres issus des groupes armés	%	Total	Pourcentage
Conflits intercommunautaires	17	31%	5	15%	10	13%	32	19%
Chômage (Pauvreté)	9	17%	18	52%	35	44%	62	37%
Faiblesse des forces de sécurité	7	13%	5	15%	24	30%	36	21%
Opportunité d'accès au pouvoir politique	21	39%	6	18%	11	13%	38	23%
Total	54	100%	34	100%	80	100%	168	100%

Source : Notre enquête, Octobre 2022

Commentaire : Il ressort de ce tableau que, le facteur de l'activisme milicien dans la province du Sud – Kivu est la pauvreté (Chômage), d'après 37% de nos enquêtés, suivi de la recherche de postes politiques (opportunité d'accès au pouvoir politique) qui représente 23% de nos enquêtés, 19% de nos enquêtés ont souligné que les conflits intercommunautaires sont à la base de l'activisme des groupes armés au Sud – Kivu et enfin, la faiblesse de forces de sécurité représente 21%. Ces quatre facteurs expliquent de manière générale la persistance des groupes armés dans la province du Sud – Kivu à émerger. Plusieurs de nos enquêtés nous révélés que, le chômage ont toujours été à la base de la prolifération des groupes armés dans la province du Sud – Kivu. Ces groupes armés recrutent au sein de la jeunesse locale. La non occupation de la jeunesse fait qu'elle soit exposé à plusieurs difficultés. Pour trouver des moyens de subsistance, les jeunes sont ainsi recrutés dans ces différents groupes armés, parfois sans avoir même l'idée sur les vraies revendications de ces derniers.

Ils nous soulignent aussi que les leaders des différentes communautés créent des groupes armés souvent dans le but d'asseoir ou imposer leur suprématie sur d'autres communautés en profitant aussi pour se procurer de l'argent dans les pillages et surtout d'accéder à des fonctions politiques. Les raisons soulevées ci-haut et relevant de nos enquêtes ne peuvent être les seules pour expliquer la présence des groupes armés dans la province du Sud - Kivu. L'activisme milicien peut s'expliquer par la conjugaison de plusieurs facteurs dont pouvons citer, l'implication croissante d'acteurs politiques au niveau micro local dans la mobilisation armée, entraînant une « démocratisation » de la politique militarisée et le recours à des politiques militaires contreproductives.

La démocratisation de la politique militarisée

Pendant la première décennie qui a suivi la Seconde Guerre du Congo de 1998-2003, ce sont principalement les élites nationales et provinciales qui ont été l'élément moteur décisif de la nouvelle mobilisation armée, en lien avec des acteurs régionaux. Une insatisfaction face au développement qui ont suivi la conclusion des accords souvent imputables à une baisse de leur pouvoir de leur statut et de leur revenus a poussé de nombreux chefs militaires ainsi que de décideurs politique et des hommes d'affaires alliés a refusé de déposer les armes ou a créé de nouveaux groupes armés. En parallèle affirmant représenter les communautés dont ils étaient originaires ces entrepreneurs politico-militaires ont fait valoir des griefs irrésolus tels que l'insécurité permanente et les conflits relatifs au territoire, à l'identité, à l'autorité locale et aux ressources. En raison d'interdépendance entre d'une part, la concurrence inter élites et, d'autre part, les conflits entre et au sein des communautés, la mobilisation armé d'un groupe a souvent favorisé la mobilisation d'autres groupes qui craignaient de se retrouver comparativement désavantagés. Cette logique est à rapprocher du dilemme de sécurité, qui signifie que des groupes et des élites renforcent leur position militaire lorsqu'ils se sentent menacer ou dominer. Pour les acteurs politiques, l'instauration des liens avec les groupes armés présente des nombreux avantages point premièrement, elle renforce leur pouvoir au sein de leur circonscription. Elle leur permet d'accroître leurs influences sur les autorités locales, mais elle leur confère aussi un avantage dans les conflits et dans le cadre de la compétition électorale et économique.

En outre, l'établissement de liens avec des groupes armés permet aux acteurs politiques d'accroître leur soutien populaire, surtout lorsque ces groupes armés sont perçus comme protégeant les intérêts et la sécurité des communautés. Une position de pouvoir renforcée au niveau local peut ainsi se traduire par un accès accru aux cercles du pouvoir provinciaux et nationaux. Grâce à l'influence qu'ils exercent sur les groupes armés et à leur capacité à mobiliser des partisans à l'échelon local, les politiciens et les hommes d'affaires deviennent des personnalités avec lesquels il faut compter. Les individus au pouvoir se retrouvent donc contraints de s'assurer du concours de ces groupes pour éviter qu'ils ne provoquent une insécurité et qui n'agissent contre leurs intérêts. Ces dernières années, cependant, les avantages associés à l'établissement des relations avec les groupes armés du moins dans l'arène politique nationale semble avoir progressivement diminué. Ce type de collaboration ne garantit plus systématiquement que l'on obtienne un poste de haut niveau au sein de l'appareil politique ou administratif ou des services de sécurité.

Néanmoins, au niveau local, la manipulation des groupes armés continue de produire des résultats. Par conséquent, un éventail toujours plus large d'acteurs politiques adopte cette stratégie, phénomène que l'on peut qualifier de « démocratisation de la politique militarisée ». Il est de plus en plus fréquent que l'activité des groupes armés soit nourri par des chefs coutumiers puissants, d'autres autorités locales, des ministres et des députés provinciaux, des candidats malheureux aux élections qui n'arrivent pas à obtenir suffisamment de voix, des chefs de moyennes entreprises ou des commandants de rang intermédiaires.

Cette « démocratisation » de la politique militarisée souligne la fragilité relative du centre du pouvoir politique de Kinshasa étant incapable de contrôler la myriade de réseaux du pouvoir concurrentiels dispersée à travers tout le pays. Mais il faut avouer qu'elle n'est guère incitée à y veiller, la fragmentation politique désamorçant et réduisant les menaces auxquelles le régime est confronté. En outre, le lien entre les élites nationales et leur base de soutien au niveau local sont parfois fragiles. Résultats : les entrepreneurs politico militaires d'un niveau inférieur ont à leur disposition un espace de plus en plus large, et parfois, les groupes armés se fragmentent lorsque le commandant, une fois privé de l'autorité et des ressources que leur procuraient les élites nationales, ne parviennent pas à maintenir une cohérence au niveau local.

L'impunité persistante alimente encore davantage l'élargissement de cet espace. Peu des responsables des groupes armés qui ont commis des graves atteintes aux droits humains ont été tenus de rendre compte de leurs actes. De même, les réseaux politiques et économiques qui soutiennent les groupes armés ont pu opérer en n'étant guère inquiétés, ce qui donne l'impression qu'une implication dans l'activité armée n'est pas très risquée. Enfin, les conflits locaux sont restés volatils, ouvrant des fenêtres d'opportunités aux groupes armés, d'où de nouvelles possibilités pour les entrepreneurs politico-militaires de renforcer leur position de pouvoir.

Des politiques militaires contre-productives

Les politiques adoptées jusqu'à présent pour venir à bout des groupes armés dans la province du Sud - Kivu n'ont pas réussi à empêcher leur prolifération. Elles ont même été contre-productives. Précédemment, l'un des principaux moyens de convaincre les groupes armés congolais de déposer les armes avait consisté à négocier leurs intégrations dans les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). Dans ce cadre, des représentants du gouvernement, souvent des officiers FARDC et des politiciens, ouvraient des négociations secrètes avec les dirigeants des groupes armés concernant les modalités de leur intégration. Ces modalités concernaient dans la plupart des cas l'obtention des grades et de postes au sein de FARDC, un versement en espèces et d'autres formes de paiement informelles et, dans certains cas, une garantie de ne pas redéployer les troupes dans des zones éloignées de leur ancien fief. Aux groupes armés qui avait un agenda politique, on promettait parfois de répondre à leurs revendications politiques, même si celle-ci n'apparaissaient pas forcément dans les accords écrits. Il était d'ailleurs rare que les revendications soient écoutées, les différentes parties s'accusant alors de ce que les modalités de l'accord avaient été bafouées. Le fait des promettre de grades et des postes élevés aux chefs des groupes armés et de leur conférer une impunité pour leurs crimes passé en a incité d'autres à prendre les armes.

En outre, il est arrivé que des officiers intégrés désertent de nouveau s'ils jugeaient que le traitement qu'ils avaient perçus était décevant, s'ils craignaient d'être persécutés ou si l'on cherchait finalement à les redéployer loin des leurs anciens fiefs. Dans d'autres cas, seuls les principaux chefs des groupes armés ont été intégrés dans l'armée, les troupes continuant d'opérer sous les ordres des différents commandants. Ainsi, la politique axée sur des négociations et une intégration dans l'armée n'a que rarement réussi à éliminer définitivement les groupes armés. Elle a plutôt instauré un cercle vicieux, en ce que les dividendes de la paix attendus ont mis en place des structures d'incitation en faveur d'une mobilisation armée. Par ailleurs, elle a affaibli l'armée, d'où l'apparition des chaînes des commandements parallèles et des loyautés partagées. Bref, elle a stimulé la prolifération des groupes armés au lieu de l'enrayer.

L'une des raisons pour lesquelles l'intégration de rebelle réussis peu est qu'elle sert surtout les ambitions individuelles de dirigeants des groupes armés. Les acteurs politiques et économiques qui les soutiennent, et le reste du groupe armé notamment le commandant des rangs intermédiaires et les soldats subalternes ne sont généralement pas inclus. Par conséquent, leurs griefs et leurs intérêts continuent d'être ignorés. Cela a souvent incité des dirigeants de deuxième niveau de regagner la brousse, surtout lorsque la cohésion interne de leur groupe laissait à désirer. Les communautés ont-elles aussi été ignorées des processus d'intégration et très peu de dispositions ont été prises pour les aider à surmonter leur passé violent et leurs relations complexes avec les groupes armés. Les stratégies visant à s'attaquer aux dynamiques locales ont souvent été entravées par la présence continue d'une partie d'un groupe armée intégré, l'arrivée d'un autre groupe armé, ou l'insécurité endémique imputable au fait que les FARDC ne sont parvenues ni à instaurer des mesures de contrôle efficace, ni à protéger la population. Outre l'intégration militaire, l'autre stratégie destinée à venir à bout des groupes armés de plus en plus répandue depuis plusieurs décennies a consisté à lancer des opérations militaires. Bien que ces opérations aient dans certains cas affaibli les différents groupes, elles n'ont guère permis d'endiguer la mobilisation armée générale, comme l'illustrent trois opérations militaires menées successivement de 2009 à 2012 : Umoja wetu (« notre unité »), Kimia (« silence ») II et Amani Leo (« la paix aujourd'hui »).

Ces opérations ont permis de déloger et de disperser certaines des plus gros mouvements rebelles qui jouaient un rôle dominant au sein de leur fief, notamment les Forces Démocratiques de Délibération du Rwanda (FDLR). D'autres groupes ont complètement disparu suite à l'intégration de l'armée dont le Congrès National pour la Défense du Peuple (CNDP) et la Coalition des Patriotes Résistants Congolais (PARECO). Les zones précédemment contrôlées par ces groupes ont fait l'objet d'une profonde fragmentation. Les FARDC n'ont pas réussi à occuper et sécuriser ces zones laissant la population en proie à des attaques de représailles et des actes de pillage. Ce phénomène a d'une part conduit à l'apparition d'un espace permettant à d'autres groupes de circuler et, d'autre part, il a été perçu comme justifiant une nouvelle mobilisation à des fins d'« auto-défense » en particulier dans les zones rejetées à une forte dynamique de conflits locaux. Malgré le peu de réussite qu'ont connue les opérations militaires dans la lutte contre la mobilisation armée, le gouvernement a continué d'y recourir avec vigueur. Le

gouvernement de Kinshasa, face à l'échec de plusieurs processus de négociation et d'intégration menés en 2012 et 2013 et la suite, a décidé de mettre un terme à l'intégration globale des groupes armés au sein de FARDC. Les combattants rebelles peuvent encore aujourd'hui être intégrés dans l'armée mais à titre individuel et seulement après avoir suivi une formation dans les bases militaires de Kamina ou de Kitona. Ce qui souhaite regagner la vie civile peuvent en théorie, passé par un nouveau programme des désarmements, démobilisation et réintégration (DDR) Annoncé en décembre 2013. Cependant, Le gouvernement n'ayant pas réussi à mobiliser les fonds et à instaurer les structures organisationnelles nécessaires, la mise en œuvre de ce plan a été lente. Entre-temps, les opérations Sokola (« nettoyer ») I et II, lancé en 2014 et 2015 contre les mouvements rebelles étrangers des FDLR et des Allied Democratic Forces (ADF, Forces Démocratiques Alliées), ont accentué la volatilité et la fragmentation, d'autant plus que ces groupes sont profondément ancrés dans la politique locale.

Conclusion

Il a été question dans cette étude de comprendre l'impact des groupes armés sur les conditions socioéconomiques de la population du Sud – Kivu en RD Congo, en démontrant comment ces groupes armés constituent une menace ou une opportunité pour cette population. Le besoin de sécurité, ainsi que des attentes à long terme (promesse d'une fonction effective, acquisition d'une éducation) semblent être à l'origine de nombreux engagements dans l'armée à l'issue d'un passage dans la rébellion.⁹ Les mouvements armés constituent des réelles menaces et opportunités pour certaines communautés de la province dans les conflits liés à l'identité, au foncier et au pouvoir coutumier. Le souci majeur de cette analyse est de permettre à la population du Sud – Kivu en RD Congo d'accéder aux conditions de vie améliorées et, à ce titre, promouvoir le développement intégral et durable de cette entité. L'amélioration des conditions de vie de la population dans la province du Sud - Kivu passe impérativement par un certain nombre des préalables dont l'important serait le retour à la paix qui ne pourrait être possible que lorsque les groupes armés sont éradiqués. Le cycle récurrent des guerres et de la violence dans l'histoire passée et présente causée par les groupes armés en République Démocratique du Congo nécessite une approche visant non seulement à mettre fin à la violence, mais également à s'attaquer aux causes profondes de l'émergence de groupes armés pour établir l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population. Les implications majeures des groupes armés sur les conditions socioéconomiques de la population au Sud - Kivu appellent à une plus grande considération de ce mouvement au sein de la province et à l'échelle nationale. De tout ce qui vient d'être dit ci – haut, Ernie Regehr¹⁰, qui s'interroge sur les conditions d'émergence des effets violents des groupes armés, dégage une constante qui peut être isolée : « on peut raisonnablement conclure que les effets des groupes armés sont davantage susceptibles de se produire, lorsque les communautés sont imprégnées de raisons profondes pour rejeter le statu quo, lorsqu'elles ont accès à des ressources matérielles, politiques et sociales de la violence, et lorsqu'elles sont convaincues ou

⁹ UTAS, M., et CHRISTENSEN, M.M, cité par Medhi BELAID, *Op.cit*, p. 7.

¹⁰ REGEHR, E., cité par LUNTUMBUE, M., *Comprendre la dynamique des conflits. Une lecture synthétique des facteurs de conflits en Afrique de l'Ouest*, note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 14 Janvier 2014, p.4

peuvent prétendre de manière crédible que cette violence est leur seul espoir de changement». Les considérations ci – haut évoquées montrent que si les groupes armés peuvent être considérés comme une menace contre l'amélioration des conditions socioéconomiques de la population du Sud – Kivu, ils sont également considérés aux yeux de certaines communautés, comme un facteur qui contribue à l'amélioration des conditions existentielles de la population et cela dans divers domaines de la vie sociale, économique et politique, et donc une opportunité nécessaire pour la survie de ces communautés. Les problèmes des groupes armés sont structurés par un ensemble de facteurs divers : politique, institutionnel, économique, social, accès aux ressources, identitaire, etc. Les enjeux, les motivations et les mobilisations armées se cristallisent également à différents niveaux : gouvernement, acteurs internationaux, groupes armés, communautés, etc. Les groupes armés font partie intégrante du contexte et du quotidien dans certains territoires du Sud – Kivu à l'Est de la RD Congo dans sa dimension de sécurisation. Suite à la fragilité de l'Etat congolais, ces groupes armés ont pu s'affirmer comme espaces sociaux, en relations avec plusieurs d'autres espaces dans les zones sous leur contrôle.

REFERENCES

- BERGHEZAN, G., « Est du Congo : à qui profite la prolifération des groupes armés ? », In *Eclairage du GRIP*, 3 janvier 2018
- BISA KIBUL, M., *Pour une sociologie des groupes armés en RDC*, Kinshasa, éd. FES, 2024
- HERITIER DE LA JUSTICE, Rapport sur la situation des droits humains à Sange et ses environs, Bukavu, Août 2017
- LUNTUMBUE, M., *Comprendre la dynamique des conflits. Une lecture synthétique des facteurs de conflits en Afrique de l'Ouest*, note d'analyse du Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), Bruxelles, 14 Janvier 2014
- LUTALA KATAMBWE, J., « Gouvernométrie et gouvernologie sécuritaire des groupes armés au Sud – Kivu en République Démocratique du Congo » In *International Journal of Science Academic Research*, Vol. 05, Issue 10, pp. 8362 – 8368, October, 2024.
- LUTALA KATAMBWE, J., *Groupes armés et conditions socioéconomiques de la population de Shabunda au Sud-Kivu*, Mémoire de D.E.A en S.P.A, UNILU, 2019 – 2020
- MEHDI BELAID, « Prendre les armes en République démocratique du Congo, de la réalité d'un engagement à sa légitimation », In *Irsem*, n°22, décembre 2012
- NDABEREYE NZITA, P. et MURHULA IRAGI, V., « Groupes armés et défis de la consolidation de la paix en République Démocratique du Congo », In *IJIAS*, Vol 31, N°2, Décembre 2020
- POURTIER, R., « Le Kivu dans la guerre : acteur et enjeux », in *EchoGéo*, 2009
- RIGOBERT MINANI BIHUZO, S.J., « Les voies de construction de la paix à l'épreuve des déterminants des conflits de l'Est de la RD Congo », in *Congo-Afrique*, n°566, Juin-Juillet-Août, 2022
- STEARNS, J. K., *Les Raïa Mutomboki : Déficience du processus de paix en RDC et naissance d'une franchise armée*. Rift Valley Institute, 2013
- THAMBA THAMBA, R., « Financement des groupes armés et gouvernance démocratique en République Démocratique du Congo » In *CODESRIA*, Vol.44, n°2
- VAN ACKER, F., et VLASSENROOT, K., « Les 'Maï-Maï' et les fonctions de la violence milicienne à l'Est du Congo », In *Politique africaine*, n°84, décembre 2001
- VERWEIJEN, J. et IGUMA WAKENGE, C., *Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'Est du Congo*, Nairobi, Institut de la vallée du rift, 2015.
